

**Assemblée générale**

Distr. générale  
7 avril 2020  
Français  
Original : anglais

**Conseil des droits de l'homme****Quarante-troisième session**

24 février-20 mars 2020

**Point 2 de l'ordre du jour**

**Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies  
aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat  
et du Secrétaire général**

**Lettre datée du 4 mars 2020, adressée à la Présidente  
du Conseil des droits de l'homme par la Représentante  
permanente par intérim de Sri Lanka auprès  
de l'Office des Nations Unies à Genève**

Je rappelle avec satisfaction la réunion que le Secrétaire du Ministère des affaires étrangères de Sri Lanka, Ravinatha Aryasinha, et moi-même avons eue avec vous le vendredi 21 février 2020, avant le début de la quarante-troisième session du Conseil des droits de l'homme.

Comme discuté lors de cette réunion et annoncé par la suite par le Ministre des affaires étrangères du Sri Lanka, Dinesh Gunawardena, dans sa déclaration prononcée lors du débat de haut niveau du Conseil des droits de l'homme le 26 février 2020, le Gouvernement sri-lankais, après approbation du Cabinet des ministres, a décidé de se retirer de la liste des coauteurs de la résolution 40/1 du Conseil intitulée « favoriser la réconciliation et l'établissement des responsabilités et promouvoir les droits de l'homme à Sri Lanka », qui intègre les résolutions 30/1 du 1<sup>er</sup> octobre 2015 et 34/1 du 23 mars 2017 du Conseil et se fonde sur celles-ci.

Dans ses déclarations prononcées lors du segment de haut niveau le 26 février et lors du débat général tenu au titre du point 2 de l'ordre du jour le 27 février\*, le Ministre a exposé en détail les raisons pour lesquelles le Gouvernement sri-lankais a pris cette décision, à savoir principalement la contradiction fondamentale qui existe entre la résolution 30/1 du Conseil et la Constitution de Sri Lanka, ainsi que la présence d'autres anomalies procédurales, substantielles et législatives. Malgré le retrait de son coparrainage, le Gouvernement reste déterminé à réaliser les objectifs fixés en matière de justice, d'établissement des responsabilités et de droits de l'homme en faveur de tous les Sri-lankais, afin de promouvoir une paix et une réconciliation durables dans l'ensemble du pays.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer la présente lettre en tant que document de la quarante-troisième session du Conseil des droits de l'homme et de

\* Voir [www.lankamission.org/human-rights-humanitarian-affairs/2743-statement-made-by-hon-dinesh-gunawardena-minister-of-foreign-relations-at-the-43rd-session-of-the-human-rights-council.html](http://www.lankamission.org/human-rights-humanitarian-affairs/2743-statement-made-by-hon-dinesh-gunawardena-minister-of-foreign-relations-at-the-43rd-session-of-the-human-rights-council.html) and [www.lankamission.org/human-rights-humanitarian-affairs/2745-43rd-session-of-the-human-rights-council-high-level-segment-statement-by-hon-dinesh-gunawardena-minister-of-foreign-relations-of-sri-lanka.html](http://www.lankamission.org/human-rights-humanitarian-affairs/2745-43rd-session-of-the-human-rights-council-high-level-segment-statement-by-hon-dinesh-gunawardena-minister-of-foreign-relations-of-sri-lanka.html).



l'afficher sur le site Web du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en réponse au rapport du Haut-Commissariat (A/HRC/43/19), et d'en tenir dûment compte dans le rapport du Conseil qui sera soumis à l'Assemblée générale pour adoption à sa soixante-quinzième session.

(Signée) Dayani **Mendis**  
Représentante permanente par intérim

---